



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1917>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1010 - mai 2001 -

Date de mise en ligne : samedi 4 octobre 2008

Date de parution : mai 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Suppressions d'emplois

" La direction de Marks & Spencers a annoncé (très brutalement) la fermeture de 38 de ses magasins dans le monde, ce qui entraînera la suppression de 4.400 emplois dont 1.700 en France.

L'opération a pour but de "rendre", d'ici à la fin mars 2002, 21 milliards de francs aux actionnaires du groupe [1]. La Bourse de Londres a salué cette annonce par une hausse de 7% des actions du groupe. En récompense de cette "restructuration", le PDG de la firme Luc Vandeveldel aurait reçu une prime de 6 millions de francs.

" Le groupe français Danone supprime 1.780 emplois en Europe dont 570 en France [2].

" BSN Glasspack (dont Danone reste actionnaire à plus de 40%) va supprimer, d'ici à 2002, 1.250 emplois parmi ses dix sites français, sur un effectif total de 4.000 salariés [3].

" Le Néerlandais Philips va supprimer entre 6.000 et 7.000 emplois dont 2.600 en France [4].

"L'opérateur de télécommunications britannique, Cable & Wireless supprime 4.000 emplois [5] sur 34.000, et le fabricant d'équipements de télécommunications Marconi, anglais lui-aussi, en supprime 3.000 dont 1.200 au Royaume-Uni.

" En vrac aux Etats-Unis [6] : 620 chez Kellogg, 700 chez Dell, 11.500 chez Delphi, 5.000 chez Nortel (en plus des 10.000 déjà annoncés), 5.000 chez Intel, 5.000 chez CISCO, 16.000 chez Lucent, 4.000 chez Xerox, 7.000 chez Motorola, 5.000 chez Compaq, 2.400 chez Gateway, 14.000 chez General Motors, 2.025 chez AOL-Time Warner, 7.000 chez Sara Lee, 6.000 chez Coca-Cola, 4.000 chez Disney...

En bref [7], l'économie américaine a supprimé 86.000 emplois au mois de mars. C'est la plus forte baisse enregistrée depuis 1991. Le secteur manufacturier a perdu 270.000 emplois depuis le début de l'année et le secteur des services connaît à son tour une baisse nette de ses effectifs, notamment dans la grande distribution (5.500 dans la chaîne de magasins JC Penney, 28.000 chez Montgomery & Ward qui ferme définitivement ses 250 points de vente). Le secteur financier lui-même ne va pas tarder à être touché à son tour comme l'annonce la suppression de plusieurs centaines d'emplois chez Citygroup, premier groupe bancaire des États-Unis.

Croissance de l'emploi ... intérimaire !

Encore un postulat économique mis à mal : d'après les théories communément admises, les employeurs ont recours aux contrats temporaires lorsqu'ils ont momentanément affaire à un surcroît de travail, mais ils pérennisent ces emplois si la reprise se confirme. C'est, paraît-il, la doctrine partagée par les services du Premier Ministre et ceux du Ministère des finances. Pas de chance : en 2000, selon l'UNEDIC [8], un peu plus de 676.000 postes ont été créés, mais la part des intérimaires dans le total des effectifs salariés s'est accrue (4,5% à la fin du mois de décembre contre 3,9% fin 1999). Donc, même si le chômage continue à diminuer, le travail intérimaire continue de croître. Une embauche sur six se fait en intérim, qui, toujours selon l'UNEDIC, a augmenté de 20,8% en un an. Fin janvier, il occupait 763.000 personnes. L'industrie, qui représente 25,1% de l'emploi salarié en France, emploie 52,7%

d'intérimaires. Dans ce secteur, un retournement de conjoncture empêcherait toute transformation de ces postes en CDI. Les autres secteurs dans lesquels l'emploi, intérimaire, a fortement progressé l'an dernier sont : l'éducation, la santé et l'action sociale (+ 78,2%). Mais quel que soit le secteur d'activité, l'emploi temporaire croît toujours plus rapidement que l'emploi total.

Dividendes en hausse

Au total, les 120 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris devraient verser à leurs actionnaires plus de 120 milliards de francs de dividendes au titre de l'exercice 2000, un montant en croissance de 22% par rapport à l'exercice précédent⁹. En dix ans, de 1990 à 2000, les dividendes versés par ces sociétés ont progressé de 107% (légèrement plus que les bénéficiaires, 100%), soit en moyenne de 10% par an.

Indécrottables

Alors que la faillite du modèle productiviste agricole est aujourd'hui devenue patente, les syndicats agricoles et les groupements de producteurs bretons ont tout essayé (y compris une demande d'annulation de la manifestation auprès du Préfet !) pour tenter d'empêcher le rassemblement de Lamballe "pour l'eau pure et l'agriculture durable". Malgré les barrages établis à l'entrée de Lamballe et les diverses opérations escargot menées par les agriculteurs sur diverses routes de la région, la manifestation, organisée à l'appel du réseau Cohérence, d'Eau et rivières et du Collectif des victimes des pollutions des bassins versants, a rassemblé quelque 4.000 personnes. Les pêcheurs en eau douce, les marins pêcheurs, les conchyliculteurs, les apiculteurs, les plaisanciers et aussi des agriculteurs bio et de la Confédération paysanne ont manifesté aux côtés des associations de défense de l'environnement et des consommateurs. Pour faire bonne mesure, les manifestants n'écartent plus le recours au boycott et appellent à choisir les porcs élevés sur paille ou bio plutôt que les porcs élevés en batterie. Ils demandent aussi aux parents d'élèves d'exiger du "bio et durable" dans les cantines scolaires. Jusqu'où faudra-t-il aller pour que les syndicats de la FNSEA renoncent à l'agriculture polluante ?

[1] Le Monde, 31/3/2001.

[2] Le Monde, 30/3/2001.

[3] La Tribune, 12/4/2001.

[4] La Tribune, 18/4/2001

[5] - Tribune, 14/3/2001

[6] Le Monde, 31/3/2001.

[7] La Tribune, 9/4/2001.

[8] La Tribune, 6/3 et 16/3/2001.